

# La lettre des marchés

## Août 2017

Achevé de rédiger le 7 Septembre 2017

### 1. Notre analyse macro-économique

Le mois d'août a fortement déçu car il n'a débouché sur aucune avancée majeure. Jackson Hole devait être la grand-messe des banques centrales. Ces dernières y étaient attendues pour distiller quelques indices quant aux orientations économiques qui seraient prises dans les mois qui viennent. Pourtant la BCE et la Fed ont fait preuve d'un même mutisme, chamboulant par là-même les prévisions d'analystes faisant dorénavant preuve de scepticisme quant à la date de la prochaine hausse des taux directeurs américains.

Les négociations sur le Brexit étaient, elles-aussi, au point mort. Les britanniques ne semblent pas disposés à négocier le montant de la facture qu'ils devront payer en compensation de leur sortie de l'Union Européenne. Ce blocage ne permet pas d'avancer sur d'autres sujets cruciaux tels que la révision des accords commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Europe ou la question des travailleurs européens installés au Royaume-Uni.

En fin de mois, les tensions avec la Corée du Nord sont réapparues de plus belle suite à de nouvelles provocations de Pyongyang. Sur la période le CAC40 s'est déprécié de 0,16%. Le DAX a reculé de 0,52%. Après un mois de forte hausse, le baril de WTI a perdu 5,86% pour retourner à 47,23\$. L'euro a dépassé la barre des 1,20\$ le 29 août, son plus haut niveau depuis 2 ans.

### Perspectives sur le mois de Septembre

La Corée du Nord sera, une fois n'est pas coutume, au cœur de l'actualité alors que Kim Jong-Un a procédé à un nouvel essai nucléaire et menace de lancer un missile en direction des Etats-Unis. L'ONU réfléchit déjà à de nouvelles sanctions économiques visant le pays ermite afin de le contraindre de réduire son budget militaire et donc de ralentir le développement de nouvelles armes toujours plus dangereuses.

La rentrée politique sera chargée en France. De nombreux mouvements de grève sont à prévoir en réaction au texte de la loi travail récemment présenté par le gouvernement. Le risque le plus important serait un blocage du pays identique à ce qui a pu se produire en 1995 et pouvant impacter durement le PIB du pays. Toutefois, les syndicats avancent en ordre dispersé. La CFDT qui se déchire avec la CGT ne devrait pas participer au mouvement.

Aux Etats-Unis, le risque de shut-down devrait être écarté temporairement suite au déblocage de crédits à destination des territoires touchés par l'ouragan Harvey. Cependant le problème

demeure alors qu'un nombre important d'élus républicains militent pour réduire les crédits à destination des Etats fédéraux.

Le président de la BCE, M.Draghi, a laissé inchangé les taux directeurs européens et ne prévoit pas les relever dans l'immédiat. Le premier pas vers la normalisation de la politique économique européenne ne devrait pas intervenir avant 2018.